

Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Selon les économistes québécois, l'éducation et la lutte à l'évasion fiscale sont prioritaires

QUÉBEC, le 4 décembre 2017 –Selon un sondage interne effectué à la fin de novembre en collaboration avec la firme Raymond Chabot Grant Thornton, les membres de l'Association des économistes québécois jugent que le gouvernement du Québec devrait accorder davantage d'importance à l'éducation. Pour 44% d'entre eux cela devrait constituer la priorité du prochain budget. Améliorer les services de transport en commun, augmenter le budget de la santé et des services sociaux et réduire l'impôt des particuliers arrivent également en bonne position parmi les préférences des économistes. Pour Yves St-Maurice, président du Comité des politiques publiques de l'Association, « les économistes estiment que l'éducation est la clé pour permettre à l'économie québécoise de relever les défis de la productivité et de l'adaptation à la révolution numérique ».

En ce qui a trait au prochain budget fédéral, les économistes québécois estiment que la lutte à l'évasion fiscale devrait être la première cible du ministre des Finances, suivie par la lutte aux changements climatiques et par une meilleure équité fiscale en matière de commerce électronique.

Les répondants au sondage sont partagés en ce qui a trait aux mesures susceptibles de réduire l'incidence de la pauvreté chez les ménages québécois. L'implantation d'un revenu minimum garanti est la mesure préférée dans une plus grande proportion, soit 31 %. L'augmentation des prestations d'aide sociale recueille la préférence de 22 % des répondants alors que 19 % des répondants préfèrent plutôt l'augmentation du salaire minimum à 15 \$/h d'ici 2022.

Les participants au sondage voient d'un bon œil la prise de contrôle de la Série C de Bombardier par Airbus. En grande majorité, ils estiment que les perspectives du secteur aéronautique québécois sont maintenant bonnes (43 %) ou stables (37 %). Pour monsieur St-Maurice, cela indique que les économistes estiment que la présence d'Airbus permettra de résister à d'éventuelles mesures protectionnistes visant la Série C aux États-Unis.

Enfin, les économistes consultés ont confiance que l'économie québécoise réussira à garder son élan en 2018. Ainsi, ils sont presque unanimes à croire que l'économie québécoise réussira soit à maintenir (70 % des répondants), soit même à améliorer (22 %) sa bonne performance actuelle.

L'Association effectue régulièrement des sondages auprès de ses membres sur des questions en rapport avec l'actualité économique ou des enjeux de politique publique. Les résultats détaillés de ce sondage sont en annexe. Les sondages antérieurs sont disponibles à l'adresse : http://economistesquebecois.ca/programmes_et_activites/sondages .

CONTACT

Yves St-Maurice, président
Comité des politiques publiques
514-776-6546

Bernard Barrucco, directeur général
Association des économistes québécois
418-681-9247

Annexe

Au total, 146 membres de l'Association des économistes québécois ont répondu au sondage réalisé par Internet du 20 au 27 novembre 2017.

Question 1 : Évolution prévisible de la situation économique du Québec

À votre avis, comment la situation économique du Québec devrait-elle évoluer au cours de 2018? :

Elle se détériorera.	8,2%
Elle se maintiendra.	69,9%
Elle s'améliorera.	21,9%
Je n'ai pas d'opinion.	0,0%

Question 2 : Les perspectives du secteur aéronautique québécois

Compte tenu de la prise de contrôle de la Série C de Bombardier par Airbus et des velléités protectionnistes du gouvernement des États-Unis, comment évaluez-vous les perspectives à moyen terme du secteur aéronautique québécois ?

	%
Elles sont bonnes.	42,8
Elles sont mauvaises.	13,1
Elles sont stables.	37,2
Je n'ai pas d'opinion.	6,9

Question 3 : L'aide aux ménages à faible revenu

Selon vous, laquelle des mesures suivantes le gouvernement du Québec devrait-il privilégier afin d'améliorer la situation des ménages à faible revenu ?

	%
Augmenter le salaire minimum à 15 \$/h d'ici 2022	18,8
Implanter un revenu minimum garanti en contrepartie de l'élimination de diverses mesures de soutien du revenu	31,3
Augmenter les prestations d'aide sociale	22,2
Ne créer aucune nouvelle mesure. Celles qui existent sont suffisantes.	27,8

Question 4 : Le prochain budget du gouvernement du Québec

Quelles orientations devraient guider le gouvernement du Québec dans la préparation de son budget 2018-2019 (1 étant la plus importante, et 8, la moins importante) ?

(%)

	1	2	3	4	5	6	7	8	IMP
Augmenter le budget de l'éducation	44,4	16,3	8,2	5,9	5,9	5,2	1,5	12,6	3,0
Augmenter le budget de la santé et des services sociaux	10,4	17,0	16,3	17,8	11,1	11,1	8,2	8,2	4,1
Améliorer les services de transport en commun	9,6	21,5	23,0	16,3	11,1	7,4	8,9	2,2	3,7
Améliorer les programmes d'intégration des immigrants	5,2	9,6	24,4	24,4	11,1	12,6	8,2	4,4	4,2
Accroître les versements au Fonds des générations	4,4	6,7	6,7	14,8	18,5	14,1	18,5	16,3	5,3
Réduire la dette	4,4	5,9	10,4	11,1	20,0	20,0	11,1	17,0	5,3
Réduire l'impôt des particuliers	14,1	13,3	5,9	3,7	17,0	11,1	24,4	10,4	4,8
Réduire l'impôt des entreprises	7,4	9,6	5,2	5,9	5,2	18,5	19,3	28,9	5,7

IMP : Importance moyenne pondérée (plus le chiffre est petit, plus l'orientation est importante pour les répondants)

Autres réponses/commentaires :

- La santé et les services sociaux présentent plus un problème d'organisation que de manque de ressources.
- L'augmentation des budgets en santé est pertinente seulement si l'argent est dépensé autrement.
- Les augmentations de dépenses en éducation et santé doivent être ciblées et stratégiques.
- Mesures pour combattre les pénuries de main-d'oeuvre, comme l'accroissement de la prime au travail et de la prime pour travailleurs d'expérience.
- Problème: ce sont tous des objectifs louables

Question 5 : Le prochain budget fédéral

Quelles orientations devraient guider le gouvernement fédéral dans la préparation de son budget 2018-2019 (1 étant la plus importante, et 8, la moins importante) ?

(%)

	1	2	3	4	5	6	7	8	IMP
Augmenter les transferts aux provinces en matière de santé	15,7	10,5	16,4	14,9	14,9	12,7	7,5	7,5	4,1
Agir plus efficacement contre l'évasion fiscale	15,7	32,8	15,7	9,0	8,2	9,0	3,7	6,0	3,3
Augmenter les ressources consacrées à la lutte contre les changements climatiques	14,9	15,7	16,4	19,4	13,4	8,2	4,5	7,5	3,8
Aider les entreprises et les travailleurs affectés par les mesures protectionnistes du gouvernement des États-Unis	6,7	4,5	15,7	20,9	23,9	14,2	7,5	6,7	4,6
Assurer une meilleure équité fiscale en matière de commerce électronique	13,4	16,4	20,9	17,9	10,5	7,5	9,7	3,7	3,8
Augmenter les impôts ou couper dans les dépenses pour un retour à l'équilibre budgétaire dans un horizon prévisible	13,4	4,5	8,2	9,7	13,4	24,6	10,5	15,7	5,0
Réduire l'impôt des particuliers	11,9	10,5	3,7	4,5	7,5	14,2	35,1	12,7	5,3
Réduire l'impôt des entreprises	8,2	5,2	3,0	3,7	8,2	9,7	21,6	40,3	6,2

IMP : Importance moyenne pondérée (plus le chiffre est petit, plus l'orientation est importante pour les répondants)

Autres réponses/commentaires :

- Rendre la fiscalité des PME plus compétitive.
- Se coordonner avec les provinces pour agir sur les pénuries de main-d'oeuvre.
- Précision : agir plus efficacement contre l'évasion fiscale des multinationales, des grandes entreprises et des plus riches.